

GROUPE SCOLAIRE BIASSON DEMBÉLÉ

La vision éducative du Dr Kalifa Dembélé

P.8



Retrouvez l'ensemble
de nos publications et
actualités éducatives
sur : www.kalanko.net

"L'éducation est l'arme la plus puissante
qu'on puisse utiliser pour changer le monde". Nelson Mandela

Gratuit

Kalank



Journal d'Informations sur l'Éducation 6ème année – N° 056 du Mois de Septembre 2026
Tel: 76 76 28 98 / 66 05 54 19 Email: kalankojournal@gmail.com

ÉDUCATION AU MALI

Une nouvelle ambition pour bâtir l'école de demain

*De la Présidence aux ministères de
l'Éducation nationale et de l'Enseignement
supérieur, le pari sur la qualité, l'innovation
et la formation du capital humain.*

Page 3-4-5



Direction Générale
de l'Enseignement
Supérieur et de la Recherche
Scientifique

2^{ème} ÉDITION

SALON DE LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE 2026-2027

« Année de l'éducation
et de la culture »



SRU
Salon de la Rentrée
Universitaire
2026-2027

Choisir sa filière, c'est choisir son avenir !

du 17 au 19 SEPTEMBRE 2026

PARC DES EXPOSITIONS DE BAMAKO

+223 66 75 84 98 / 71 38 75 54



Partenaire majeur

sponsors



FONDATION ORANGE MALI

Trois jeunes talents de l'intelligence artificielle récompensés après leur performance au Kazakhstan

La Fondation Orange Mali a organisé une cérémonie de remise de lots en faveur de trois jeunes Maliens ayant représenté le pays à la 3^e édition de l'Olympiade Internationale d'Intelligence Artificielle (IOAI 2026), tenue du 2 au 8 août au Kazakhstan. Une initiative qui vise à saluer leur performance et à leur donner les moyens de poursuivre leur apprentissage.

La jeunesse malienne continue de se faire une place dans les domaines scientifiques et technologiques. La preuve avec la performance réalisée par la délégation malienne à l'Olympiade Internationale d'Intelligence Artificielle 2026. Kabel Cissé et Aboubacar Diarra ont chacun décroché une médaille de bronze, tandis que Mohamed Nimaga a obtenu une mention honorable. Une performance réalisée dans une compétition qui a réuni 400 participants issus de 100 pays, dont 20 pays africains, autour de l'intelligence artificielle, de l'apprentissage automatique et de la science des données.

Des résultats qui font la fierté du Mali

Au-delà des distinctions obtenues, cette participation a permis aux jeunes Maliens de

confronter leurs connaissances à celles d'autres talents venus du monde entier. Elle témoigne également du potentiel de la jeunesse malienne dans des disciplines appelées à occuper une place croissante dans le développement technologique. Pour parvenir à ce résultat, la délégation a bénéficié de l'accompagnement de Robot Mali, notamment dans sa préparation à la compétition internationale.

Un accompagnement qui se poursuit au retour

La Fondation Orange Mali, déjà engagée aux côtés de la délégation pour son déplacement au Kazakhstan, a souhaité prolonger son soutien à l'issue de la compétition. Lors de la cérémonie, les trois lauréats ont ainsi reçu des ordinateurs portables destinés



à les accompagner dans la poursuite de leur formation et le développement de leurs compétences en intelligence artificielle. Les deux médaillés de bronze, Kabel Cissé et Aboubacar Diarra, ont reçu chacun un HP Victus Ryzen 7, équipé notamment de 16 Go de RAM, d'un SSD de 512 Go et d'une carte graphique RTX 4050. Mohamed Nimaga, qui a obtenu une mention honorable, a reçu

pour sa part un HP X360 Yoga 11 génération.

La valeur globale des lots s'élève à 4 155 000 FCFA.

Donner des outils pour aller plus loin

Pour la Fondation Orange Mali, cette initiative ne se résume pas à une simple récompense. Il s'agit également de mettre à la

disposition des jeunes des outils leur permettant de continuer à apprendre, à expérimenter et à développer leurs propres projets.

À travers cet accompagnement, la Fondation entend contribuer à la valorisation de l'excellence scientifique et à l'émergence d'une nouvelle génération de compétences dans le numérique et l'intelligence artificielle. Cette action s'inscrit plus largement dans les engagements de la Fondation Orange Mali en faveur de l'éducation, de l'inclusion numérique et de l'autonomisation des jeunes. Avec deux médailles de bronze et une mention honorable obtenues face à des participants venus d'une centaine de pays, Kabel Cissé, Aboubacar Diarra et Mohamed Nimaga repartent ainsi avec une reconnaissance supplémentaire, mais surtout avec de nouveaux moyens pour poursuivre leur parcours.

Une manière, pour la Fondation Orange Mali, de transformer une performance internationale en une opportunité pour l'avenir.

Kadidia Founè Noumansana – Kalanko

DÉCENTRALISATION DE L'ÉDUCATION AU MALI

Les médias en première ligne pour informer et sensibiliser

Dans le cadre des réformes stratégiques visant à optimiser le système éducatif malien, la capitale a abrité, du 1^{er} au 3 septembre 2026, la première session de l'atelier d'appropriation des professionnels des médias à la gestion de l'éducation en mode décentralisé. Organisé sous l'égide du Projet d'Appui à la Décentralisation de l'Éducation au Mali (PADEM) et soutenu financièrement par L'Union européenne au Mali, cet événement marque le lancement d'une série d'activités nationales destinées à renforcer l'impact de la presse thématique sur le terrain.



Cette rencontre de haut niveau a réuni plusieurs journalistes et communicateurs venus de Bamako et de Koulikoro. Fidèle à sa mission de sentinelle de l'école malienne, Kalanko était à l'atelier. Votre média était représenté par M. Mahamane Mahamadane, coordinateur général de Kalanko, était activement présent parmi les participants. Sa participa-

tion réaffirme le rôle leader de notre organe, unique média du pays spécialisé à 100 % dans le secteur de l'éducation.

Une immersion de 72 heures au cœur des enjeux locaux

Trois jours durant, les professionnels des médias ont bénéficié de sessions interactives et de communications denses animées par des experts de la Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT), de la Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de l'Éducation (CADDE), ainsi que de spécialistes chevronnés du journalisme et de la communication institutionnelle. L'atelier a permis de décrypter en

profondeur les rouages de la décentralisation, le transfert effectif des compétences aux Collectivités territoriales, ainsi que le rôle essentiel des mairies et des conseils de cercle dans la gestion, le financement et le suivi de l'éducation de base.

Une presse engagée pour une école inclusive et de qualité

Au-delà des modules théoriques, l'atelier a également constitué un cadre d'échange et de réflexion approfondie sur la contribution directe des médias à la gouvernance locale [ASSEP]. L'objectif partagé est le développement d'une éducation inclusive, sûre et de qualité pour tous les enfants du pays.

Au sortir des travaux, les participants, menés par des figures engagées comme Mahamane Mahamadane, ont unanimement exprimé leur ferme volonté de met-

tre davantage en lumière les initiatives locales, les bonnes pratiques, mais aussi de documenter avec rigueur les défis liés à la gestion décentralisée.

Cap sur les régions : Kayes et Sikasso en ligne de mire

Cette première session de Bamako-Koulikoro n'est que la première étape d'un processus plus vaste à l'échelle nationale. Le PADEM prévoit de déployer très prochainement des ateliers similaires dans ses autres zones d'intervention, notamment à Kayes et à Sikasso. Cette dynamique permettra de toucher un plus grand nombre de professionnels des médias afin de consolider un solide réseau national de journalistes engagés pour la promotion de l'éducation en mode décentralisé.

Mahamane Mahamadane

Mali : le défi du retour en classe persiste dans certaines zones

Au Mali, l'insécurité continue de perturber la scolarité de milliers d'enfants. Au Sud, au Centre et au Nord du pays, plusieurs centaines d'écoles restent fermées, malgré les efforts engagés pour permettre leur réouverture.

À l'occasion de la Journée internationale pour la protection de l'éducation contre les attaques, célébrée ce 9 septembre, des acteurs locaux appellent à renforcer les initiatives pour ramener les élèves en classe.

Dans plusieurs localités du Centre et du Sud, l'impact de la crise sécuritaire sur le système éducatif reste très marqué. À Banamba, Fatiné ou encore Bankass, des établissements ont dû fermer leurs portes en raison de l'insécurité, contraignant des familles à déplacer leurs enfants vers d'autres localités pour leur permettre de poursuivre leur scolarité. À Fatiné, dans la région de Ségou, une autorité communale témoigne : « Après la session de juin 2024 du DEF, des hommes armés ont envahi la commune de Fatiné. Jusqu'à présent, les cours sont suspendus. Chacun amène son enfant chez un parent dans une autre localité pour étudier. »

À Bankass, plus d'une centaine d'écoles ne seraient pas fonctionnelles, selon Sakaïbou Talibo, du conseil à l'orientation du CAP de Bankass. Pour lui, « il faut mener des négociations » afin de favoriser la reprise des cours.

À Banamba, 46 écoles sont également fermées. Une situation que les responsables scolaires locaux attribuent notamment au contexte sécuritaire.

Des réouvertures au Nord

Dans les régions du Nord, notamment à Goundam et Gao, des établissements ont également été affectés par l'insécurité. Mais des efforts conjoints des autorités éducatives et des communautés ont permis la réouverture de certaines écoles.

À Goundam, Amadou Abdoulaye Touré, directeur du Centre d'animation pédagogique, évoque encore 49 écoles fermées, notamment en raison du déplacement de villages



vers les grandes agglomérations.

À Gao, la réouverture se fait progressivement. Selon Lassana Koumaré, directeur de l'Académie d'enseignement de Gao, cinq écoles qui avaient été déplacées l'année dernière ont pu retrouver leurs sites d'origine et rouvrir leurs portes, grâce aux efforts de l'État et à l'accompagnement de certains partenaires.

Les acteurs interpellent les autorités

Si la réouverture de certaines écoles constitue une avancée, le défi reste important. Les acteurs de l'éducation et les élus locaux appellent l'État et les partenaires humanitaires à poursuivre leurs efforts afin de consolider les acquis. Ce qui permettra à davantage d'enfants de retrouver le chemin de l'école et de garantir la continuité de leur éducation, malgré le contexte sécuritaire.

Source : Studio Tamani

Kalanko

**Journal d'informations sur l'Éducation
Edité par le Centre d'Analyse et d'Action
pour le Développement du Mali(CADEM)**

Siège: Baco Djicoroni

Tel: 76 76 28 98/ 66 05 54 19

Coordination: Mahamane Mahamadane 76 20 75 24

Directeur de Publication: Yéhia Traoré

Redacteur en chef: Koni Konaté

Rédaction: Yéhia Traoré, Kossa Maïga, Amadou Kisso

Sidibé, Mahamane Mahamadane

Impression: Exaprint

Distribution: Babouya Touré

Responsable commercial: Amadou Kisso Sidibé

Composition: Cheickna Coulibaly 72 82 45 90

Dépôt: Bibliothèque nationale

GÉNÉRAL D'ARMÉE ASSIMI GOÏTA : Le pari sur l'école pour bâtir le Mali de demain

De l'éducation nationale à l'enseignement supérieur, la Transition place la formation, le savoir et la recherche au cœur de la refondation du Mali.



Au Mali, la question éducative s'impose désormais comme l'un des grands enjeux de la refondation nationale. Dans son discours à la Nation à l'occasion du Nouvel An 2026, le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, a annoncé des programmes de construction, d'extension et de mise à niveau des infrastructures scolaires et universitaires. Il a également placé la formation des ressources humaines parmi les priorités de la stratégie nationale de développement.

Quelques semaines plus tard, le Chef de l'État a franchi une nouvelle étape en décrétant la période 2026-2027 « Année de l'Éducation et de la Culture ». Une décision présentée comme un effort national destiné à refonder durablement l'école et à investir dans le capital humain.

L'éducation comme investissement national

Le choix de consacrer une période entière à l'éducation et à la culture traduit une volonté de placer le développement du capital humain au centre de l'action publique.

Dans son orientation, le Président de la Transition met notamment en avant la formation d'un citoyen compétent, responsable et attaché aux valeurs nationales. L'objectif affiché dépasse ainsi la seule transmission des connaissances : il s'agit également de renforcer le civisme, la responsabilité et la capacité des jeunes à participer au développement du pays. Cette ambition intervient dans un contexte où l'école malienne doit répondre à plusieurs défis : infrastructures insuffisantes, besoins en enseignants, effectifs impor-

tants, équipements, qualité des apprentissages et adaptation des programmes aux réalités du pays. La réussite de cette orientation dépendra donc autant des investissements que de la capacité à améliorer durablement le fonctionnement du système éducatif.

2026-2027 : une année pour accélérer les réformes

La proclamation de l'Année de l'Éducation et de la Culture a rapidement été suivie par la mise en place d'un comité préparatoire chargé d'élaborer les actions devant marquer cette période.

Les autorités éducatives ont appelé à une mobilisation de l'ensemble des acteurs : État, collectivités, enseignants, parents d'élèves, retraités de l'éducation, secteur privé et partenaires.

Lors des premières consultations, plusieurs préoccupations ont été soulevées, notamment la formation des enseignants, l'équipement des établissements et la question de la gouvernance scolaire. Le gouvernement a également annoncé des travaux de révision des programmes afin qu'ils reflètent davantage les réalités nationales.

L'enjeu est donc de transformer cette année thématique en une véritable période d'actions concrètes et mesurables.

Construire et moderniser les établissements

L'amélioration du cadre scolaire constitue l'un des axes majeurs de cette politique.

Dans son discours de Nouvel An, le Général d'Armée Assimi Goïta a annoncé des programmes de construction, d'extension et de

mise à niveau des infrastructures scolaires et universitaires.

Dans l'enseignement secondaire, cette orientation se traduit notamment par des projets de construction et de réhabilitation. En mars 2026, le ministère de l'Éducation nationale a présenté à la Banque ouest-africaine de développement des besoins portant notamment sur 15 nouveaux lycées, l'extension de 12 lycées et la rénovation de trois établissements historiques de Bamako. Ces investissements doivent permettre d'améliorer les conditions d'apprentissage et de répondre à la pression croissante sur les infrastructures.

Mais construire davantage de salles de classe ne saurait constituer une fin en soi. La qualité des enseignants, les équipements pédagogiques, les programmes et l'encadrement des élèves demeurent déterminants.

Du secondaire à l'université : penser la continuité

L'un des intérêts de cette approche réside dans la volonté de considérer l'éducation comme un ensemble cohérent, allant de l'enseignement fondamental à l'enseignement supérieur.

La transition entre le lycée et l'université représente notamment un moment décisif pour les jeunes. L'orientation des nouveaux bacheliers, la capacité d'accueil des établissements et la pertinence des filières proposées conditionnent largement leur parcours.

C'est pourquoi les investissements dans l'enseignement supérieur occupent une place importante dans les orientations nationales.

L'enseignement supérieur au service du développement

Le développement de nouvelles infrastructures universitaires constitue l'un des chantiers engagés.

En février 2026, le Conseil des ministres a approuvé l'affectation d'un terrain de plus de 100 hectares à Bandiagara pour la réalisation d'infrastructures pédagogiques et d'hébergement destinées à l'Université polytechnique de Bandiagara.

En mai 2026, un autre terrain d'environ 100 hectares à Didiéni, dans le cercle de Kolokani, a été affecté au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour répondre aux besoins de construction d'une université dans la région de Koulikoro.

Ces projets illustrent une volonté de rapprocher l'enseignement supérieur des populations et de développer des pôles universitaires en dehors de la capitale.

Pour les étudiants, cette déconcentration peut représenter une opportunité d'accès à des formations supérieures plus proches de leurs régions.

Former pour répondre aux besoins du Mali

L'enjeu n'est cependant pas uniquement de multiplier les universités. Il est aussi de proposer des formations adaptées aux besoins du pays.

Agriculture, numérique, technologies, santé, environnement, industrie ou encore entrepreneuriat : les secteurs stratégiques nécessitent des compétences qualifiées. L'université doit donc être en mesure de produire des connaissances, mais également de préparer les jeunes à leur insertion professionnelle.

Cette question de l'adéquation entre les formations et les besoins du marché de l'emploi demeure l'un des grands défis de l'enseignement supérieur malien.

Recherche et innovation : produire des solutions

La recherche scientifique constitue un autre maillon essentiel.

Un pays qui veut construire son avenir ne peut uniquement consommer des connaissances produites ailleurs. Il doit également développer ses propres capacités de recherche, d'innovation et d'adaptation technologique.

C'est dans cette perspective que la politique d'enseignement supérieur accorde une place croissante aux sciences, au numérique et à l'innovation.

Le développement des compétences scientifiques peut notamment permettre de mieux répondre aux problématiques nationales dans des domaines tels que l'agriculture, la santé, l'environnement ou les nouvelles technologies.

Former un citoyen, pas seu-

lement un diplômé

Au-delà des infrastructures et des diplômes, la vision affichée par les autorités met également l'accent sur la formation citoyenne.

Lors de la proclamation de l'Année de l'Éducation et de la Culture, le Président de la Transition a insisté sur la nécessité de former un « citoyen nouveau », capable de porter le destin du Mali avec responsabilité et compétence.

Cette dimension donne à l'école une responsabilité particulière dans la construction du vivre-ensemble.

L'éducation doit transmettre des connaissances, mais également contribuer à développer le sens de la responsabilité, du respect, du travail et de la citoyenneté.

Des attentes fortes sur le terrain

Les annonces et les projets engagés suscitent naturellement des attentes importantes chez les familles, les élèves, les étudiants et les enseignants.

Le véritable enjeu sera désormais de mesurer les résultats : d'avantage de salles de classe effectivement disponibles, des établissements mieux équipés, des enseignants mieux accompagnés, des formations plus adaptées et des étudiants bénéficiant de meilleures conditions d'apprentissage.

L'Année de l'Éducation et de la Culture constitue à cet égard une occasion de passer des orientations aux réalisations et des réalisations aux résultats.

Le pari du capital humain

À travers la priorité accordée à l'éducation, à l'enseignement supérieur, à la culture et à la formation, le Général d'Armée Assimi Goïta fait du capital humain l'un des leviers annoncés de la refondation du Mali.

La construction d'écoles et d'universités, la modernisation des infrastructures, le développement de nouvelles formations et le renforcement de la recherche peuvent contribuer à préparer une nouvelle génération de compétences.

Mais le succès de cette ambition se mesurera surtout dans la durée.

Car bâtir le Mali de demain ne consiste pas seulement à construire des infrastructures. Il s'agit aussi de construire les compétences, les connaissances et les valeurs qui permettront à la jeunesse malienne de les faire vivre et de les transformer en progrès.

L'éducation apparaît ainsi comme un investissement dont les résultats ne se mesurent pas uniquement à la fin d'une année scolaire ou universitaire, mais dans la capacité d'une génération à prendre en main l'avenir du pays.

Mahamane Mahamadane – Kalanko

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : Pr Bouréma Kansaye mise sur la qualité, l'innovation et la recherche

De l'assurance qualité des formations à la recherche scientifique, en passant par le numérique, les universités régionales et l'amélioration de la gestion des étudiants, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique multiplie les initiatives pour faire évoluer le système universitaire malien.

Au Mali, l'enseignement supérieur se trouve à un tournant. Avec l'augmentation des effectifs étudiants, l'évolution des besoins du marché du travail et les mutations technologiques, l'université malienne doit répondre à de nouvelles exigences. À la tête du département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Pr Bouréma Kansaye entend inscrire son action autour de plusieurs priorités : améliorer la qualité des formations, renforcer la recherche scientifique, soutenir l'innovation et moderniser la gestion du système universitaire. Reconduit dans le Gouvernement formé en février 2026, le ministre poursuit ainsi les chantiers engagés dans un secteur considéré comme stratégique pour la formation des cadres et le développement du pays. La qualité des formations comme priorité

La question de la qualité constitue l'un des principaux enjeux de l'enseignement supérieur malien. Face à la multiplication des établissements et des programmes de formation, l'évaluation apparaît comme un outil indispensable pour garantir des formations répondant aux exigences académiques et professionnelles. En décembre 2025, le Pr Bouréma Kansaye a présidé la remise du rapport de synthèse de la campagne d'évaluation 2023 des programmes de formation des institutions d'enseignement supérieur. Cette opération, conduite par l'Agence malienne d'assurance qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, concernait les institutions publiques et privées.

Pour le ministre, l'assurance qualité doit contribuer à rendre l'enseignement supérieur malien plus compétitif, mais également à répondre à l'un des défis majeurs de la jeunesse : l'employabilité des diplômés. Derrière cette démarche se pose une question essentielle : comment garantir que les diplômes obtenus correspondent réellement aux compétences recherchées dans le monde professionnel ? La réponse passe notamment par l'adaptation des programmes, la professionnalisation des forma-

tions et une meilleure articulation entre l'université et les besoins du pays.

Des universités plus proches des régions La politique d'enseignement supérieur ne se limite pas aux établissements de Bamako. Le développement des pôles universitaires régionaux figure également parmi les orientations mises en avant par le département. L'opérationnalisation progressive de l'Université de Sikasso, ainsi que le développement des universités de Gao et de Tombouctou, participent à cette volonté de rapprocher l'enseignement supérieur des jeunes dans les différentes régions du Mali.

À Sikasso, par exemple, le ministère travaille sur l'opérationnalisation de la Faculté des Sciences agronomiques et vétérinaires, avec l'ambition de former des professionnels capables de répondre aux besoins du secteur agricole et de l'élevage.

Cette déconcentration de l'enseignement supérieur représente un enjeu important. Elle doit permettre d'élargir l'accès aux études supérieures, mais aussi de créer des formations directement liées aux potentialités économiques et sociales des territoires. À Tombouctou, le ministère met également en avant la création de l'université et la relance de l'Institut des Hautes Études et de la Recherche Islamique Ahmed Baba. Le patrimoine scientifique et culturel de la ville constitue ainsi un élément important de cette dynamique. ([Gouvernement du Mali.

L'innovation au cœur de la nouvelle université Autre axe majeur : l'innovation technologique.

Le Mali cherche à renforcer ses capacités dans des domaines devenus stratégiques, notamment l'intelligence artificielle, la robotique et les technologies numériques. Le Centre d'intelligence artificielle et de robotique du Mali (CIAR-Mali) s'inscrit dans cette dynamique. En mars 2026, le Pr Bouréma Kansaye a présidé la troisième session ordinaire de son conseil d'administration. Le centre avait accueilli, en 2025, ses premières promotions, avec 54 étudiants en licence et 40

bacheliers d'élite admis en cycle préparatoire.

Pour 2026, le ministère prévoit notamment de renforcer les équipes pédagogiques et d'initier des projets de recherche liés aux priorités nationales.

L'ambition est claire : faire en sorte que l'université ne soit pas uniquement un lieu de transmission des connaissances, mais également un espace de création, d'expérimentation et de production de solutions adaptées aux réalités maliennes.

La recherche scientifique au service du développement

La recherche constitue l'autre pilier de l'action du département.

Le 30 juin 2026, le ministre a présidé la 36^e édition de la Journée de la Renaissance Scientifique de l'Afrique, organisée autour du thème : « Adapter la Recherche africaine aux besoins de l'Afrique ».

À cette occasion, le ministre a insisté sur le rôle stratégique de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la résolution des problèmes auxquels le Mali est confronté. Il a également appelé à un meilleur accompagnement des chercheurs, des inventeurs et des innovateurs.

Cette orientation prend une dimension particulière dans un pays où les défis sont nombreux : agriculture, santé, environnement, énergie, numérique ou encore développement industriel. La recherche universitaire peut apporter des réponses concrètes à ces problématiques à condition de disposer de moyens, d'équipements et de mécanismes efficaces de valorisation.

En juillet 2026, le département a d'ailleurs mis à l'honneur des chercheurs maliens distingués sur la scène internationale dans le domaine de la santé. Cette reconnaissance témoigne du potentiel scientifique du pays et de la nécessité de mieux valoriser les compétences nationales.

Le numérique pour moderniser la gestion universitaire La modernisation du système passe également par la transformation numérique. En mars 2026, lors d'une rencontre avec l'UNESCO, le ministre a présenté plusieurs initiatives structurantes, notamment autour du développement de l'en-



seignement supérieur numérique et de l'innovation technologique.

Cette transformation concerne aussi la gestion administrative des étudiants. Fin août 2026, le ministère a lancé les travaux visant à mettre en place un fichier unique et fiable d'immatri-culation des nouveaux bacheliers 2026. L'objectif est notamment de mieux gérer les effectifs, de garantir la traçabilité des parcours et d'améliorer la gestion des bourses, du logement, du transport et des allocations.

L'enjeu est donc double : simplifier les procédures administratives et disposer de données fiables pour mieux planifier les politiques universitaires.

L'étudiant au centre des préoccupations La qualité de l'enseignement ne peut être dissociée des conditions de vie des étudiants.

Le Centre national des œuvres universitaires joue, à ce titre, un rôle essentiel dans l'hébergement, la restauration, le transport, les allocations, l'assistance sociale et sanitaire ainsi que les activités socioculturelles et sportives.

En février 2026, le Pr Bouréma Kansaye a placé la deuxième édition de la Journée portes ouvertes du CENOU sous le signe de la transparence, du dialogue et de l'amélioration continue des services destinés aux étudiants.

L'objectif affiché est de renforcer la qualité des services universitaires tout en améliorant la gestion des ressources disponibles.

Une université connec-

tée aux besoins du Mali

L'un des défis les plus importants reste toutefois l'adéquation entre les formations et les besoins de l'économie nationale.

Former davantage de diplômés ne suffit pas. Il faut également former des jeunes disposant de compétences adaptées aux réalités du marché de l'emploi, capables d'entreprendre, d'innover et de contribuer à la résolution des problèmes du pays.

C'est dans cette perspective que la professionnalisation, la recherche appliquée et l'innovation prennent toute leur importance.

La création de filières liées aux secteurs prioritaires, le développement des sciences et technologies et le renforcement des partenariats académiques peuvent contribuer à rapprocher progressivement l'université du monde professionnel.

Des défis qui demeurent

Les ambitions sont importantes, mais les défis restent nombreux. Le système d'enseignement supérieur doit continuer à faire face à la croissance des effectifs, aux besoins en infrastructures et en équipements, au financement de la recherche, à l'amélioration des conditions d'études et à la question de l'insertion professionnelle des diplômés.

La réussite des réformes dépendra donc de la capacité à transformer les orientations annoncées en résultats durables sur le terrain.

Elle nécessitera également la mobilisation des enseignants-chercheurs, des étudiants, des responsables universitaires, des établissements privés, des partenaires techniques et financiers et du secteur privé.

Le pari du savoir et de l'innovation

À travers les différents chantiers engagés, le Pr Bouréma Kansaye entend donner à l'enseignement supérieur malien une orientation davantage axée sur la qualité, l'innovation, la recherche et la professionnalisation.

Le développement des universités régionales, la modernisation du système universitaire, le soutien à la recherche scientifique et l'essor des nouvelles technologies constituent autant de leviers pour préparer les compétences dont le Mali aura besoin demain.

Le véritable défi sera désormais de mesurer l'impact de ces initiatives sur les parcours des étudiants, la qualité des diplômes, la production scientifique et, surtout, la capacité des jeunes diplômés à participer pleinement au développement national.

Pour l'enseignement supérieur malien, l'enjeu n'est donc plus seulement de former davantage. Il s'agit désormais de mieux former, de produire davantage de savoirs et de transformer ces connaissances en solutions pour le Mali.

Kadidia Founè Noumansana – Kalanko

Amadou Sy Savané : l'éducation malienne au cœur d'une nouvelle dynamique

Réformes, infrastructures, qualité des apprentissages et crédibilité des examens : le ministre de l'Éducation nationale place la transformation de l'école au centre de son action.

Au Mali, l'éducation occupe une place centrale dans les ambitions de refondation portées par les autorités de la Transition. À la tête du département de l'Éducation nationale, Dr Amadou Sy Savané défend une approche qui veut agir à la fois sur la qualité des apprentissages, les conditions d'étude, la formation des enseignants et la crédibilité du système scolaire. Le ministre considère l'éducation comme un levier stratégique pour préparer une nouvelle génération de citoyens. Lors d'une rencontre avec la cinquième cohorte de l'École de la citoyenneté, en avril 2026, il a présenté trois axes majeurs de transformation : le renforcement des valeurs civiques et de l'éthique, l'amélioration de la qualité des apprentissages et l'amélioration du cadre scolaire.

Des infrastructures pour répondre aux besoins de l'école

L'un des principaux défis du système éducatif malien reste l'insuffisance des infrastructures scolaires. Sur ce chantier, le département de l'Éducation nationale met en avant plusieurs investissements. Selon le bilan présenté en juin 2026, plus de 2 230 salles de classe ont été réhabilitées à travers le pays, tandis que 1 104 nouvelles salles étaient réalisées ou en cours de construction. Le programme comprend également la construction de lycées d'excellence, d'Instituts de formation des maîtres et d'établisse-

ments de formation professionnelle. Quelque 67 000 tables-bancs ont également été acquis. Cette politique d'investissement entend répondre à une préoccupation essentielle : offrir aux élèves des conditions d'apprentissage compatibles avec les exigences d'une école moderne. Le partenariat avec les institutions financières constitue également un volet important de cette stratégie. En mars 2026, le ministre a échangé avec une mission de la Banque ouest-africaine de développement autour d'un projet prévoyant notamment la construction de 15 nouveaux lycées, l'extension de 12 autres et la rénovation de trois établissements historiques de Bamako : les lycées Askia Mohamed, Bah Aminata Diallo et le Lycée technique.

La qualité des apprentissages au-delà des bâtiments

Construire des salles de classe ne suffit cependant pas à transformer durablement l'école. La question de la qualité de l'enseignement demeure au cœur des préoccupations du département. Pour Amadou Sy Savané, l'amélioration du système passe notamment par le recrutement et la formation continue des enseignants. Cette orientation rejoint les enjeux soulevés dans le tableau de bord de la politique enseignante du Mali, qui met l'accent sur la nécessité de disposer de données fiables pour mieux piloter le personnel enseignant et les politiques éducatives.



La petite enfance et l'éducation spécialisée font également partie des priorités affichées. En juillet 2026, le ministre a présidé la remise de 1 000 malles pédagogiques destinées aux Centres de développement de la petite enfance et aux structures de l'éducation préscolaire et spéciale, avec l'appui du Partenariat mondial pour l'éducation et de la Banque mondiale.

Des examens placés sous le signe de la crédibilité

Autre dossier sensible : les examens nationaux. Leur organisation constitue chaque année un véritable test pour le système éducatif. En mai 2026, le ministre avait assuré que les dispositions nécessaires étaient prises pour garantir des examens crédibles, sécurisés et transparents. La

lutte contre la fraude et les pratiques susceptibles de compromettre le mérite scolaire figurait parmi les préoccupations mises en avant par son département. Cette volonté de renforcer la crédibilité des examens s'inscrit dans une ambition plus large : restaurer la confiance des élèves, des parents, des enseignants et de l'ensemble de la société dans le système éducatif.

2026-2027 : une année placée sous le signe de l'éducation et de la culture

La période 2026-2027 constitue une étape particulière pour le secteur. Elle a été proclamée « Année de l'Éducation et de la Culture », donnant au département une occasion supplémentaire de mettre en avant les enjeux liés à la formation, à la citoyenneté et à la transmission

des valeurs.

Dans cette dynamique, le ministère entend également renforcer la coopération avec les partenaires techniques et financiers. Les échanges avec l'UNESCO et la Banque mondiale illustrent cette volonté de mobiliser des appuis autour des priorités nationales.

Un chantier encore immense

Malgré les avancées annoncées, les défis restent considérables. L'école malienne doit composer avec les besoins croissants en infrastructures, la question de la qualité des apprentissages, la situation des enseignants, les disparités entre zones et la nécessité d'adapter les formations aux réalités économiques et sociales du pays.

La réussite de la politique éducative ne pourra donc pas reposer uniquement sur les décisions du ministère. Elle nécessitera l'engagement des enseignants, des parents d'élèves, des collectivités, des promoteurs d'établissements privés, des partenaires de l'école et, surtout, des élèves eux-mêmes.

À travers les réformes engagées, Amadou Sy Savané veut faire de l'école un instrument de transformation de la société malienne. Reste désormais à convertir les ambitions, les investissements et les réformes en résultats durables dans les salles de classe.

L'enjeu est de taille : construire une école qui transmet des connaissances, mais aussi des compétences, des valeurs et le sens de la responsabilité citoyenne.

Djouldé Sy – Kalanko

Youchaou Traoré : le bâtisseur de l'ombre qui transforme l'éducation au Mali

Alors que les distinctions officielles se font rares pour les acteurs du secteur privé, certains hommes s'imposent par la force de leurs actions. Promoteur du Complexe scolaire Youchaou, M. Youchaou Traoré finance des écoles gratuites et parraine chaque année des centaines d'élèves à travers le Mali. Un engagement majeur encore peu reconnu au niveau national.

Youchaou Traoré, un engagement silencieux au service de l'éducation

Dans un contexte où l'accès à une éducation de qualité demeure un défi pour de nombreuses familles, Youchaou Traoré a choisi d'agir concrètement. Promoteur du Complexe scolaire Youchaou, il ne s'est pas limité à la gestion d'un établissement privé. Son ambition est plus large : rendre l'école accessible aux enfants issus de milieux modestes.

À travers plusieurs régions du Mali, il a financé la construction d'établissements scolaires gratuits, permettant à des centaines d'enfants de franchir chaque jour les portes d'une



salle de classe sans que leurs parents aient à supporter des frais insurmontables.

Des écoles gratuites et un système de parrainage

structuré

Au-delà des infrastructures, Youchaou Traoré a mis en place un véritable mécanisme de soutien aux élèves. Chaque année, il prend en charge les

frais de scolarité de nombreux enfants, fournit du matériel pédagogique et, dans certains cas, contribue aux repas ou au transport.

Ce parrainage représente bien plus qu'une aide financière : il redonne espoir à des familles et offre à des enfants la possibilité de poursuivre leurs études dans des conditions dignes. Dans certaines localités, son action a permis de réduire significativement le taux d'abandon scolaire.

Un impact social majeur, mais une reconnaissance attendue

Malgré un impact visible et mesurable sur la vie de milliers d'élèves, Youchaou Traoré n'a pas encore bénéficié d'une distinction officielle. Dans un pays où les décorations honorifiques sont souvent attribuées aux acteurs du secteur public, son engagement illustre pourtant le rôle

crucial que peut jouer l'initiative privée dans le développement national.

Pour les communautés bénéficiaires, la reconnaissance est déjà acquise : elles voient en lui un acteur clé du progrès social et éducatif.

Investir dans l'éducation, bâtir l'avenir du Mali

À travers ses actions, Youchaou Traoré démontre qu'investir dans l'éducation est l'un des leviers les plus puissants pour transformer durablement une société. Son parcours rappelle qu'au-delà des titres et des médailles, ce sont les vies changées qui constituent la véritable récompense. Son engagement pose aussi une question essentielle : comment mieux valoriser celles et ceux qui, dans le privé, contribuent concrètement à l'édification du Mali de demain ?

Kalanko

ÉCOLE DE LA CITOYENNETÉ : Abdoul Kassim Fomba fait de l'éducation civique un levier pour la jeunesse

Au-delà des apprentissages académiques, l'école doit également contribuer à former des citoyens responsables, conscients de leurs droits et de leurs devoirs. C'est dans cette perspective que l'École de la Citoyenneté s'inscrit comme un espace de formation et de réflexion pour la jeunesse malienne. À travers son département, le ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, Abdoul Kassim Ibrahim Fomba, entend renforcer cette dimension essentielle de l'éducation.

L'école, au-delà des savoirs

Former un jeune ne consiste pas seulement à lui transmettre des connaissances. L'éducation doit aussi préparer l'élève et le jeune à vivre en société, à respecter les autres, à connaître ses responsabilités et à participer positivement à la vie collective. Cette conception élargie de l'éducation donne toute son importance à l'École de la Citoyenneté. Elle vient compléter les apprentissages scolaires en créant un cadre consacré au civisme, au patriotisme, à la responsabilité et à l'engagement citoyen.

Abdoul Kassim Fomba, un engagement pour la forma-

tion citoyenne

À la tête du ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, Abdoul Kassim Ibrahim Fomba place la formation de la jeunesse au centre de son action. L'École de la Citoyenneté constitue l'une des expressions de cette volonté de rapprocher les jeunes des grandes questions qui concernent la Nation. Les différentes cohortes permettent aux participants de rencontrer des responsables publics, d'échanger sur les politiques nationales et de mieux comprendre les enjeux du développement du pays.

Quand l'école prépare aussi le citoyen

L'éducation citoyenne ne devrait pas être considérée comme une activité secondaire. Elle participe à la construction d'une école capable de préparer les jeunes à leur avenir professionnel, mais également à leur rôle dans la société. À travers les échanges, les débats et les activités de formation, les jeunes peuvent être sensibilisés à des valeurs telles que le respect, la solidarité, la discipline, la tolérance, la responsabilité et la préservation de l'intérêt général. L'objectif est ainsi de favoriser le passage du savoir à la responsabilité, et de la responsabilité à l'engagement.

Une complémentarité entre école, famille et société

La formation du citoyen ne relève



pas d'un seul ministère ni d'une seule institution. Elle commence dans la famille, se poursuit à l'école et se renforce dans les espaces de jeunesse, les universités,

les centres de formation, les associations, le sport et la culture. Dans cette dynamique, l'École de la Citoyenneté peut jouer un rôle de passerelle entre ces différents espaces de formation. Le ministère dirigé par Abdoul Kassim Fomba porte ainsi un enjeu qui dépasse la seule question de la jeunesse : celui de la préparation d'une nouvelle génération appelée à prendre progressivement ses responsabilités dans la société.

Une jeunesse actrice du Mali de demain

Le véritable défi reste celui de la continuité. Pour que l'éducation citoyenne produise des effets durables, elle doit toucher davantage de jeunes, s'inscrire dans le temps et être rapprochée des réalités quotidiennes des élèves et des étudiants. L'enjeu est également de faire de la citoyenneté une pratique et non une simple notion enseignée. Respecter les biens publics, participer à la vie de sa communauté, respecter les règles communes et contribuer à la cohésion sociale sont autant de manifestations concrètes de cette citoyenneté.

En avant l'école, en avant la citoyenneté

À travers l'École de la Citoyenneté, Abdoul Kassim Ibrahim Fomba met en lumière une évidence : l'avenir d'un pays se construit aussi dans ses espaces de formation. L'école ne doit donc pas seulement former des diplômés. Elle doit contribuer à former des femmes et des hommes capables de réfléchir, de prendre des responsabilités et de participer à la construction collective. En avant l'école, en avant l'éducation, en avant la citoyenneté ! C'est aussi en formant aujourd'hui des jeunes responsables que le Mali pourra construire demain une société plus consciente, plus engagée et plus solidaire.

Mahamane Mahamadane – Kalanko

AEPES : Dr Mohamad Gakou à la tête, une nouvelle dynamique pour l'enseignement supérieur privé

À la tête de l'Association des Établissements Privés d'Enseignement Supérieur (AEPES), Dr Mohamad Gakou entend contribuer au renforcement du rôle du secteur privé dans le développement de l'enseignement supérieur au Mali. Entre qualité de la formation, assurance qualité, employabilité des diplômés et dialogue avec les autorités, son leadership intervient dans un contexte où les établissements privés sont appelés à répondre davantage aux exigences de la formation et aux besoins de la jeunesse.

Dr Mohamad Gakou, un acteur du secteur privé de l'éducation

Administrateur général du Complexe Scolaire et Universitaire Gakou et directeur général d'ISPRIC, Dr Mohamad Gakou évolue depuis plusieurs années dans le domaine de l'éducation et de la formation. Son expérience dans l'enseignement supérieur privé constitue un atout dans l'exercice de ses responsabilités à la tête de l'AEPES. À travers cette organisation, il porte les préoccupations communes des établissements privés et participe au dialogue autour de l'avenir du secteur.

La qualité au cœur de la vision

L'un des grands enjeux de l'enseignement supérieur privé reste la qualité. Pour Dr Mohamad Gakou et l'AEPES, le développement du secteur doit aller de pair avec le renforcement des dispositifs d'assurance qualité, l'amélioration des formations et l'adaptation des établissements aux exigences du monde professionnel. Cette orientation apparaît notamment dans les échanges entre l'AEPES et l'Agence malienne d'Assurance Qualité de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (AMASUP). Lors d'une rencontre avec l'Agence, le président de l'AEPES a partagé les visions de l'association et manifesté son intérêt pour le renforcement de la collaboration autour de la qualité.

Former des diplômés opérationnels

Au-delà du diplôme, la question de l'employabilité demeure déterminante. Les établissements privés sont aujourd'hui attendus sur leur capacité à proposer des formations adaptées aux évolutions du marché du travail, aux nouvelles technologies et aux besoins de l'économie malienne. Dans cette perspective, l'AEPES peut jouer un

rôle fédérateur en encourageant ses établissements membres à renforcer l'innovation pédagogique, les partenariats avec le monde professionnel et l'accompagnement des étudiants vers l'insertion.

Un dialogue nécessaire avec les autorités

Le développement harmonieux de l'enseignement supérieur privé passe également par un dialogue permanent avec les pouvoirs publics. L'AEPES constitue ainsi un interlocuteur important pour faire remonter les préoccupations des établissements, échanger sur les réformes et contribuer aux réflexions sur l'avenir du système d'enseignement supérieur. Cette collaboration est d'autant plus importante que l'enseignement supérieur malien doit répondre simultanément à plusieurs défis : qualité, reconnaissance des formations, professionnalisation, innovation et insertion des jeunes diplômés.

L'étudiant au centre

Derrière les questions institutionnelles se trouve une priorité essentielle : l'étudiant. Chaque réforme, chaque dispositif d'assurance qualité et chaque amélioration pédagogique doit finalement contribuer à offrir aux jeunes une formation solide et des perspectives professionnelles. La responsabilité de l'AEPES, sous la conduite de Dr Mohamad Gakou, est donc aussi de contribuer à promouvoir un enseignement supérieur privé davantage orienté vers les compétences, l'innovation et la réussite des étudiants.

Une nouvelle étape pour l'enseignement supérieur privé

À la tête de l'AEPES, Dr Mohamad Gakou porte une responsabilité importante dans un secteur qui occupe une place croissante dans



le paysage éducatif malien. Son défi sera de fédérer les établissements, de renforcer le dialogue avec les autorités et les structures d'assurance qualité, tout en encourageant une culture permanente de l'excellence. L'enjeu dépasse finalement les établissements eux-mêmes. Il concerne directement la jeunesse malienne et la capacité du pays à disposer de ressources humaines qualifiées pour accompagner son développement. Avec Dr Mohamad Gakou à la tête de l'AEPES, l'ambition est donc de consolider la place de l'enseignement supérieur privé comme un partenaire à part entière de la formation de la jeunesse et de la construction de l'avenir du Mali.

Djouldé Sy – Kalanko

ÉDUCATION DES FILLES ET PROTECTION DE L'ENFANT : Le ministère au cœur du défi éducatif

Scolarisation des filles, maintien à l'école, formation professionnelle, accompagnement des jeunes et protection de l'enfant : sous la conduite de Mme Diarra Djénéba Sanogo, le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille intervient sur plusieurs leviers qui touchent directement l'avenir éducatif du Mali.

Au Mali, l'éducation ne se limite pas aux salles de classe. La réussite d'un enfant dépend également de son environnement familial, de sa protection, de ses conditions de vie et de sa capacité à poursuivre sa formation. Dans cette perspective, le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille occupe une place particulière dans la politique éducative nationale. Sous la conduite de Mme Diarra Djénéba Sanogo, le département intervient notamment sur les questions liées à l'autonomisation des femmes, à la protection des enfants, à la participation des filles au développement socio-éducatif et à la formation des jeunes femmes. Le gouvernement souligne notamment la participation citoyenne des filles et des garçons au développement socio-éducatif parmi les actions engagées par le ministère. La fille à l'école : un enjeu pour toute la société

Favoriser l'accès des filles à l'éducation représente un investissement à long terme pour la société malienne. Une fille qui reste à l'école acquiert des connaissances, développe ses compétences et augmente ses possibilités de poursuivre des études ou d'accéder à une formation professionnelle. Mais au-delà du parcours individuel, l'éducation des filles contribue également au développement des familles et des communautés.

Le défi est donc double : permettre aux filles d'accéder à l'école, mais aussi créer les conditions nécessaires pour qu'elles puissent y rester et poursuivre leur parcours jusqu'à son terme.

Cette question suppose une mobilisation de plusieurs acteurs : établissements scolaires, familles, collectivités, associations, services sociaux et pouvoirs publics.

De l'école à la formation professionnelle

L'éducation des filles ne s'arrête pas aux études générales. La formation professionnelle constitue également une voie importante pour renforcer leur autonomie et leur participation à la vie économique.

À ce titre, le Centre de formation professionnelle Aoua Keita occupe une place particulière. Créé notamment pour contribuer à la promotion sociale et économique de la femme et à la lutte contre la déperdition scolaire féminine, le centre fait aujourd'hui l'objet d'une restructuration destinée à renforcer son efficacité et sa gouvernance. Le Conseil des ministres a adopté, en août 2026, des projets de texte relatifs à son organisation et à son fonctionnement.

Cette évolution traduit un enjeu essentiel : offrir aux jeunes femmes des possibilités de formation qui puissent déboucher sur des compétences concrètes et une meilleure insertion dans la vie professionnelle.

Le mentorat : accompagner les étudiantes vers les métiers d'avenir

L'accompagnement des jeunes filles dans l'enseignement supérieur constitue également un axe intéressant.

En juillet 2026, la ministre Diarra Djénéba Sanogo a participé au lancement de la deuxième cohorte du programme « Mentorat Mines », destiné à de jeunes étudiantes souhaitant faire carrière dans le secteur minier. Le programme prévoit notamment un accompagnement sur le parcours universitaire, la préparation des mémoires, la recherche de stages et le partage d'expériences avec des professionnels du secteur. Des étudiantes de l'ENI, de l'ENETP et de la FST sont concernées.

Cette initiative illustre l'importance de l'accompagnement des jeunes femmes dans les filières scientifiques et techniques. L'enjeu n'est plus seulement de favoriser leur accès aux études, mais aussi de les aider à construire un parcours professionnel. La protection de l'enfant, condition de la réussite scolaire

Un enfant qui n'est pas suffisamment protégé peut difficilement profiter pleinement de son parcours éducatif. La protection de l'enfance constitue donc un volet complémentaire de la politique éducative. Elle concerne notamment les enfants vulnérables, les enfants privés de protection familiale



et ceux confrontés à des situations susceptibles de compromettre leur développement.

En avril 2026, le Conseil des ministres a adopté des textes relatifs au Centre d'Accueil et de Placement familial, communément appelé Pouponnière, dont la mission est notamment d'accueillir, d'entretenir et de placer des enfants orphelins ou abandonnés.

La protection de l'enfant doit ainsi être considérée comme un préalable à son développement et, lorsque cela est possible, à son parcours éducatif.

La famille, premier espace d'éducation

Avant même l'entrée à l'école, l'enfant apprend au sein de sa famille. Les parents transmettent les premières valeurs, les règles de vie, les habitudes et le rapport au travail et à la connaissance.

Le rôle de la famille demeure donc déterminant dans la réussite scolaire. Le ministère travaille également sur les questions liées aux relations familiales et à la prévention des conflits. Dans ses actions de proximité, Mme Diarra Djénéba Sanogo met en avant la nécessité de renforcer les capacités des femmes et des jeunes et de prévenir et gérer les conflits conjugaux et familiaux.

Une famille mieux accompagnée peut offrir à l'enfant un environnement plus favorable à son épanouissement et à sa réussite.

Des femmes mieux formées pour mieux accompagner les générations L'autonomisation des femmes constitue également un enjeu éducatif indirect mais majeur.

Une femme qui dispose de compé-

tences, d'une activité économique et d'une meilleure connaissance de ses droits peut contribuer davantage à la prise en charge et à l'éducation de ses enfants.

Les échanges menés par la ministre avec les femmes de différents marchés du pays portent notamment sur le renforcement de leurs activités génératrices de revenus et de leurs capacités.

Cette approche rappelle que les politiques en faveur des femmes et celles consacrées aux enfants sont étroitement liées.

Des modèles féminins pour inspirer les jeunes filles

La question des modèles joue également un rôle dans l'éducation.

En septembre 2026, le ministère a procédé au changement de dénomination de plusieurs Maisons de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, en hommage à des figures historiques féminines maliennes. À Bamako, les maisons de la rive droite et de la rive gauche portent désormais les noms d'Aminata Touré et d'Aminata Traoré, tandis que celles de Ségou et Sikasso rendent hommage respectivement à Aoua Travélé et Bintou Bamba.

Au-delà du symbole, cette initiative vise notamment à mieux faire connaître aux jeunes générations les parcours de femmes ayant marqué l'histoire du Mali.

Pour les jeunes filles, disposer de références féminines dans l'histoire, l'administration, la science, la culture ou l'économie peut contribuer à élargir leur horizon et leurs ambitions. Le défi du maintien des filles dans le parcours éducatif

L'un des grands enjeux reste cepen-

dant le maintien des filles dans le système éducatif.

L'accès à l'école ne garantit pas à lui seul la réussite. Les difficultés économiques, familiales, sociales ou géographiques peuvent fragiliser les parcours scolaires.

La lutte contre la déperdition scolaire féminine doit donc être pensée dans une approche globale associant éducation, protection, accompagnement social et formation professionnelle.

C'est précisément à cet endroit que la collaboration entre le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et celui de l'Éducation nationale prend tout son sens.

Une action qui doit s'inscrire dans la durée

Les différents programmes et initiatives montrent que la question éducative dépasse les compétences d'un seul département ministériel.

L'école a besoin d'enseignants, d'infrastructures et de programmes adaptés. Mais elle a également besoin d'enfants protégés, de familles sensibilisées, de filles encouragées à poursuivre leurs études et de jeunes femmes accompagnées vers l'emploi et l'entrepreneuriat.

Le défi consiste désormais à assurer la continuité entre ces différentes politiques.

Éduquer, protéger et préparer l'avenir

À travers ses interventions en faveur des femmes, des enfants et des familles, le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille occupe donc une place importante dans l'écosystème éducatif malien.

Scolariser une fille, protéger un enfant, former une jeune femme et accompagner une famille, c'est aussi investir dans l'avenir du Mali.

L'éducation ne se construit pas uniquement dans une salle de classe. Elle se construit également dans la famille, dans la communauté, dans les centres de formation et dans tous les espaces où l'enfant et le jeune apprennent, grandissent et préparent leur avenir.

Pour le Mali, l'enjeu est de faire de cette complémentarité une véritable force : éduquer davantage, protéger mieux et donner à chaque enfant, fille comme garçon, les moyens de construire son avenir.

Kadidia Founè Noumansana – Kalanko

DIRECTION DU SERVICE SOCIAL DES ARMÉES

Fin de session de formation et des cours de vacances au profit de deux cents (200) ayants droit de militaires

La cérémonie de clôture de la session de formation et des cours de vacances, initiés par la Direction du Service Social des Armées (DSSA), en partenariat avec certains de ses partenaires, au profit de plusieurs ayants droit des militaires, s'est tenue le vendredi 11 septembre 2026, dans l'enceinte de ladite Direction.

Pendant 45 jours, plus de deux cents (200) bénéficiaires, notamment des épouses, veuves, enfants et orphelins de militaires, ont pris part à différentes formations et cours de vacances. Au nombre des filières proposées figuraient notamment la coiffure-esthétique, l'informatique, l'électricité, le transit-douane et l'anglais.

À travers cette initiative, la DSSA entend contribuer au renforcement des compétences et à l'autonomisation des familles des militaires, en leur offrant des possibilités de formation susceptibles de favoriser la création d'activités génératrices de revenus.

Dans son intervention, le Directeur du Service Social des Armées, le Colonel-Major Bréhima SAMAKE, a réaffirmé la disponibilité de son service à œuvrer en faveur des

militaires en difficulté et de leurs familles. Il a également salué les efforts consentis par les plus hautes autorités en matière d'assistance et d'accompagnement des militaires et de leurs familles.

S'adressant aux bénéficiaires, le Colonel-Major SAMAKE les a exhortés à mettre pleinement à profit les connaissances et compétences acquises au cours de la formation, afin de favoriser leur autonomisation et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de leurs familles.

Quant au porte-parole des professeurs, M. Mohamed N'Fah DIAMOUNTENE, il a exprimé sa gratitude à la Direction du Service Social des Armées pour l'ensemble des actions menées en faveur des femmes, veuves, enfants et orphelins de militaires

maliens.

Selon lui, ces initiatives contribuent au renforcement des capacités des familles des militaires et constituent un levier important pour leur autonomisation.

Le représentant des bénéficiaires, Ousmane TOURE, a salué, à son tour, l'initiative de la Direction du Service Social des Armées, estimant qu'à travers ces formations, elle investit dans l'avenir des bénéficiaires en leur offrant des opportunités concrètes de construire un avenir meilleur.

« Nous repartons avec une plus grande confiance, celle de personnes désormais outillées pour tracer leur propre parcours professionnel », a-t-il conclu.

À travers cette initiative, la DSSA fait de la formation un levier concret d'autonomisation et un véritable tremplin vers un avenir meilleur pour les familles des militaires.

Cal Jacques DIARRA
Source : FAMA



Un promoteur engagé : Dr Kalifa Dembélé

Visionnaire et acteur engagé du développement de l'éducation au Mali, le Dr Kalifa Dembélé a créé le Groupe Scolaire Biasson Dembélé avec l'ambition de former des générations compétentes, responsables et prêtes à relever les défis du monde moderne. Sa vision repose sur une éducation inclusive, rigoureuse et orientée vers l'avenir.

Une mission éducative claire

Le Groupe Scolaire Biasson Dembélé a pour mission d'offrir une éducation de qualité, fondée sur :

la rigueur académique, l'encadrement pédagogique de proximité, la formation morale et citoyenne, l'orientation vers l'excellence et l'employabilité. Une offre de formation diversifiée

Le groupe propose un parcours éducatif com-

plet et adapté aux besoins des apprenants :

Préscolaire et enseignement fondamental

Secondaire général

Enseignement technique et professionnel

Formations spécialisées et supérieures

Cette diversité permet à chaque élève de construire un projet scolaire et professionnel solide.

Des résultats scolaires re-

marquables

Grâce à un corps enseignant qualifié et à un suivi pédagogique rigoureux, le Groupe Scolaire Biasson Dembélé enregistre chaque année d'excellents taux de réussite au DEF et au Baccalauréat, confirmant sa place parmi les meilleures institutions privées du pays.

Des infrastructures adaptées et un encadrement de qualité

Implanté notamment à Bamako (Niamakoro, Kalaban Coura, Bacodjicoroni Golf...) et dans

d'autres localités, le groupe dispose d'infrastructures favorables à l'apprentissage et d'un encadrement administratif et pédagogique expérimenté, garantissant un environnement propice à la réussite.

Une éducation fondée sur les valeurs

Au-delà des résultats académiques, le Groupe Scolaire Biasson Dembélé accorde une importance particulière à :

la discipline et le respect,

la citoyenneté et la responsabilité, la culture, le sport et la cohésion sociale.

Un choix sûr pour



l'avenir

Choisir le Groupe Scolaire Biasson Dembélé, c'est faire confiance à une institution portée par la vision du Dr Kalifa Dem-

bélé, au service d'une éducation de qualité et d'un avenir meilleur pour la jeunesse malienne.

Kalanko

SRU 2026-2027 : Bamako se prépare à accueillir la 2^e édition du Salon de la Rentrée Universitaire

La conférence de presse de lancement de la 2^e édition du Salon de la Rentrée Universitaire (SRU 2026-2027) s'est tenue ce vendredi 11 septembre 2026 dans les locaux de la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (DGESRS). Prévu du 17 au 19 septembre prochain au Parc des Expositions de Bamako, l'événement entend contribuer à une meilleure orientation des étudiants et futurs bacheliers dans le choix de leur parcours académique et professionnel.



« Choisir sa filière, c'est choisir son avenir »

C'est autour de ce slogan que se tiendra la deuxième édition du Salon de la Rentrée Universitaire. Pendant trois jours, le Parc des Expositions de Bamako deviendra un espace d'information, d'orientation et d'échanges consacré à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle.

Lors de la conférence de presse organisée ce vendredi à la DGESRS, les organisateurs ont présenté les grandes lignes et les objectifs de cette nouvelle édition. Le SRU ambitionne notamment d'apporter des réponses concrètes aux difficultés rencontrées par de nom-

breux jeunes au moment de choisir une filière ou de définir leur projet d'études.

Un espace pour mieux s'orienter

Le salon réunira sur un même site plusieurs acteurs du système éducatif, notamment les universités publiques, les établissements privés d'enseignement supérieur, les centres de formation professionnelle ainsi que des conseillers d'orientation.

Cette diversité d'acteurs doit permettre aux visiteurs de mieux connaître les différentes offres de formation disponibles au Mali, mais aussi de s'informer sur les conditions d'accès, les parcours d'études et les débouchés professionnels.

Les étudiants, élèves et parents pourront également bénéficier de conseils et d'accompagnements personnalisés afin de faire des choix plus adaptés à leurs ambitions et à leurs projets professionnels.

Conférences, ateliers et échanges au programme

Au-delà des stands d'exposition, plusieurs activités sont prévues durant les trois jours du salon. Les organisateurs annoncent notamment des conférences thématiques, des ateliers pratiques et des panels de discussion. Ces différentes rencontres seront animées par des universitaires, des professionnels et des acteurs du monde socio-économique. Elles devraient permettre d'aborder les enjeux liés à l'enseignement supérieur, à l'employabilité, à l'orientation et à l'adéquation entre les formations et les besoins du marché du travail.

Rendez-vous du 17 au 19 septembre à Bamako

La 2^e édition du Salon de la Rentrée Universitaire

se tiendra du jeudi 17 au samedi 19 septembre 2026 au Parc des Expositions de Bamako.

L'accès au salon sera ouvert au public. Élèves, étudiants, parents, enseignants et tous ceux qui

souhaitent s'informer sur les possibilités de formation sont invités à prendre part à ce rendez-vous consacré à l'orientation académique et professionnelle.

À travers ce salon, les or-

ganisateurs veulent ainsi faire de l'information et de l'orientation des leviers essentiels pour aider les jeunes à construire leur avenir.

Djouldé Sy – Kalanko

Ecole Universitaire de Technologie et de Gestion
une formation - un emploi - un avenir certain

OUVERTURE OFFICIELLE
DU CONCOURS D'EXCELLENCE
L'EUTG

18 SEPTEMBRE

Bonne chance à tous les candidats !